# La laïcité : malentendus et représentations.

Lahouari Addi

▶ **To cite this version:**

Lahouari Addi. La laïcité : malentendus et représentations.. Confluences Méditerranée , 2000, N° 32, pp.35-41. halshs-00398911

**HAL Id: halshs-00398911**
**https://shs.hal.science/halshs-00398911**

Submitted on 25 Jun 2009

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La laïcité : malentendus et représentations

Lahouari Addi

Professeur à I''IEP de Lyon et chercheur au CERiEP-Centre de Politologie de Lyon.

Bibliographie :

L. Addi, «L'islam est-il soluble dans la démocratie ?», Revue Mouvements, 1er oct.1998.

L. Addi, Les mutations de la société algérienne, La découverte, 1999.

H. Arendt, Essai sur la révolution, Gallimard, 1967.

F. Gaspard, Farhad Khosrokhavar, Le Foulard de la République, La découverte, 1995.

«Laïcité, un idéal à réinventer», Le Monde de l'Education, mai 1999.

Confluences Méditerranée - N° 32 Hiver 1999-2000

Sommaire

- Le contexte historique de la laïcité française
- La laïcité une réorganisation politique de la collectivité
- Désenchantement du monde et symbolique religieuse

Préambule

Le débat sur la laïcité a connu en France une vigueur nouvelle dans les années 80 et 90, mené souvent dans la presse avec passion, voire intolérance, ce qui est paradoxal par rapport au contenu de la laïcité qui est fondamentalement respect des consciences individuelles et des libertés religieuses.

Texte intégral

Il est vrai que le sujet est brûlant en raison des cicatrices qu'il ravive en France, mais est-ce une raison pour que la laïcité devienne — par une ruse de l'histoire — une passion religieuse ? Si c'est le cas, il faudra la désacraliser, voire la laïciser selon l'heureuse formule du sociologue Farad Khosrokhavar. Ce qui serait à éviter, c'est d'une part sa sacralisation qui défigure sa philosophie humaniste posant l'homme comme fin en soi et, d'autre part, son idéologisation qui fait d'elle le réceptacle flattant l'égo national. Cette réflexion ne sera pas un article de plus sur la laïcité, car il y en a eu une grande quantité et certains sont très instructifs. Son objet est seulement de rechercher pourquoi il y a un si grand malentendu dans un débat pourtant capital pour la pacification de l'espace public et le consensus constitutif du lien social. Il me semble que le malentendu continuera tant qu'il ne sera pas fait appel au passé immédiat au cours duquel se seront cristallisées les consciences nationales, et tant que la religion et les pratiques religieuses vécues par les individus et les collectivités ne sont pas replacées dans leur contexte historique. En historicisant, en effet, l'on se rendra compte que le processus de sécularisation prend des formes nationales diverses et qu'il est plus avancé que ne le laissent croire les apparences. Ni le port du voile par des adolescentes françaises d'origine musulmane, ni la revendication au Maghreb de la souveraineté divine par une proportion importante de la population ne remettent en cause la dynamique de sécularisation des consciences individuelles et collectives. La référence à la symbolique religieuse a un contenu politique : dans un cas, il s'agit d'une demande d'intégration sans sacrifier la mémoire collective relative au passé colonial ; dans l'autre, c'est une demande de participation publique au champ politique en utilisant la figure de Dieu, supposé incarner l'intérêt général, et supposé aussi appartenir à tous.

# Le contexte historique de la laïcité française

Ce qui a fait perdre de sa sérénité au débat, c'est que, dans la représentation de nombreux journalistes, la laïcité imposée par le passé à l'Église revêt les mêmes formes face à toutes les religions. Or rien n'est plus faux : des pays comme les Usa, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, dont les sociétés sont sécularisées, ont des rapports différents à la religion. La sécularisation emprunte des voies nationales qui donnent à celle-ci un statut particulier dans les représentations et dans l'espace public. C'est pour avoir ignoré cet aspect que le débat sur la laïcité s'est mis dans l'impasse, négligeant trois éléments importants :

La France s'est sécularisée contre le catholicisme dont le clergé avait une grande emprise sur la société, d'où l'agressivité contre la religion d'une manière générale (l'expression «bouffer du curé» est assez significative) ;

Non seulement l'islam n'avait pas droit de cité jusqu'à la Première Guerre mondiale, mais la France était défiée au Maghreb par des insurrections menées au nom de l'islam ;

L'islam a suscité — et suscite encore — de l'hostilité aussi bien dans les courants de pensée de droite que dans ceux de gauche. A droite, il a été accusé de s'opposer à la paix française dans les colonies ; à gauche, il était soupçonné de maintenir les populations locales dans l'aliénation religieuse.

Ces éléments doivent être gardés à l'esprit pour souligner que la sécularisation s'est déroulée en France dans un contexte historique d'hostilité au catholicisme et de plus grande hostilité encore à l'islam. La nouveauté d'aujourd'hui réside dans l'apparition dans l'espace public de jeunes générations de Français, originaires de l'immigration maghrébine, qui ont un rapport différent à la religion, principalement la leur, ou plutôt celle de leurs parents. C'est que, d'une part, ces jeunes n'ont pas la même histoire que les Français de souche et, d'autre part, ils ne sont pas dans la situation de colonisés où étaient leurs parents au moment où la France coloniale dominait les pays du Maghreb. A cette époque, les «immigrés indigènes», se sachant exclus de la citoyenneté française, vivaient leur foi musulmane dans la discrétion. Cette double donnée doit être prise en compte dans l'approche de la laïcité en France, en ayant par ailleurs à l'esprit la définition globale de celle-ci en référence à son contenu philosophique et politique, et en ayant aussi le souci de la contextualisation historique indispensable à la pertinence des notions utilisées.

La laïcité française est un ensemble de représentations culturelles qui se sont formées à la faveur de la construction de la nation et de la constitution de l'espace public, et elle est marquée par l'histoire de la France dont il faut rappeler qu'elle a eu des rapports de domination avec le Maghreb. Les populations de celui-ci ont eu à utiliser la religion pour affirmer leurs identités nationales, d'où la différence de statut de la religion en France et dans les pays du Maghreb d'où sont issues les jeunes générations de Français dont il est question. Bien sûr, la colonisation c'est le passé, mais la mémoire collective, transmise par les parents, garde des traces de cette période où la culture politique est intimement mêlée à la religion qui lui a servi de soubassement. Demander à un jeune Français d'origine musulmane d'être discret dans l'espace public sur la religion de ses parents équivaut à lui demander de reproduire le rapport colonial qu'entretenaient ses parents avec la France. D'où la propension de ces jeunes à manifester leur attachement à l'islam, alors que très peu d'entre eux sont pratiquants, ce qui indique que la question n'est pas religieuse, mais politique. La mémoire est plus vivace chez les anciens dominés que chez les anciens dominateurs qui ont tendance à refouler le passé : aujourd'hui, la majorité des Français reconnaissent que la colonisation n'est pas source de fierté nationale. Les jeunes Français d'origine musulmane issus de l'immigration, ayant eu une histoire différente, n'ont pas été imprégnés par la culture politique de la laïcité. Les enfants d'immigrés musulmans qui, à la différence de leurs parents, n'ont pas un rapport colonial avec le pays d'accueil, n'hésitent pas à montrer qu'ils sont musulmans ou d'origine musulmane : port du foulard pour certaines adolescentes, pratique du Ramadan... Ceci crée des malentendus et des crispations entre des personnes dont l'histoire a été différente.

# La laïcité une réorganisation politique de la collectivité

D'une manière générale, la laïcité exprime le changement des fondements politiques sur lesquels repose la collectivité, s'affirmant désormais source exclusive de tout pouvoir politique et par conséquent du droit. Ce changement représente une véritable rupture dans l'histoire politique de l'humanité habituée à lier la légitimité au sacré et au divin. Il implique le transfert de la souveraineté du Ciel à la terre et la substitution de toute autorité se réclamant du droit divin par une autorité légitimée par la souveraineté populaire. Celle-ci s'exerce à travers le vote, qui délègue et donne mandat à des représentants légiférant au nom de la Nation ou du Peuple. Ce processus

historique s'est étalé dans le temps et s'est déroulé à travers des luttes idéologiques intenses, renvoyant à un profond processus historique dont les origines remontent pour l'Occident à la Renaissance et qui a culminé au XIXe siècle dans la revendication de la séparation de l'Eglise et de l'État. Dans la modernité, les sociétés occidentales ont eu à se séculariser, c'est-à-dire à différencier— entre autres — le champ politique du champ religieux pour ancrer la légitimité dans la souveraineté électorale. Cette sécularisation — appelée laïcité en France — s'est déroulée dans la conflictualité avec l'Eglise qui n'a abandonné ses prétentions à s'occuper du profane qu'à la faveur d'un changement dans les représentations du monde d'un grand nombre de personnes, ce qui a créé un rapport de forces défavorable à son emprise, sur l'éducation en particulier.

Le résultat est que ce processus a favorisé une culture politique fournissant des normes et des valeurs consensuelles constituant ce que l'on appelle le civisme et assurant la paix civile dans l'espace public. Or ce processus n'est pas théorique, il n'est pas idéal, il est historique, d'où la nécessité d'historiciser les notions utilisées rappelées plus haut. Il n'existe cependant pas de voie royale de la sécularisation; il existe au contraire des voies nationales qui diffèrent les unes des autres. La laïcité est précisément la voie nationale française de la sécularisation; et l'une des causes du malentendu dans ce débat est que chez beaucoup de défenseurs de la laïcité, celle-ci serait le modèle universel de sécularisation. C'est un profond malentendu, car ce qui est en jeu et en cause, ce n'est pas la sécularisation en soi, c'est sa forme nationale et historique.

Pour les sociétés maghrébines, les luttes pour les formes conscientes de sécularisation, c'est-à-dire la revendication de la séparation de l'islam de la légitimation du pouvoir, revendication exprimée aujourd'hui par une minorité, ne sont lisibles que dans le contexte de l'Etat indépendant. Sous la colonisation, ces luttes n'avaient pas de pertinence politique puisque la religion alimentait la doctrine nationaliste. C'est la société post-coloniale qui aura à affronter le problème du statut de la religion dans le champ politique, statut qui continue d'être politiquement pertinent dans la mesure où l'islam assume la fonction tribunicienne de défenseur des démunis et de pourfendeur de la corruption. Comme si le caractère autoritaire des régimes du Maghreb donnait à l'islam une espérance de vie politique qu'il n'aurait pas dans un contexte démocratique où existeraient des canaux «profanes» de participation et de contestation politiques. La sécularisation, entendue comme séparation du politique et du religieux, est liée à la question de la démocratisation des régimes qui tantôt utilisent l'islam, tantôt répriment ceux qui s'en réclament au gré de leurs intérêts politiques immédiats. Le débat sur la laïcité, dans ce contexte, ne se pose pas en termes d'idées, il se pose en termes d'intérêts politiques. Les acteurs s'opposeront à la laïcité tant que les uns et les autres trouvent dans l'islam une ressource politique pour défendre leurs intérêts. Les gouvernants continueront de s'y référer pour acquérir des soutiens, afin d'assurer le maintien du régime; les gouvernés continueront de s'y référer pour appuyer leurs critiques et mener leur contestation à son terme.

Le caractère de ressource politique d'une religion quelconque ne provient pas de son dogme : il provient du contexte historique et politique de la société. C'est pourquoi la question de la compatibilité de l'islam avec la laïcité est vide de sens et n'a pas d'objet. Il ne dépend pas de l'islam seul d'être ou de ne pas être une ressource politique. Cela dépend de la perception du politique et des représentations qui ont cours chez la majorité des membres de la société donnée et surtout du contexte politique. Ce n'est pas l'islam-texte qui s'oppose à la laïcité, c'est plutôt l'islam vécu, l'islam interprété, l'islam historique véhicule d'identité nationale sous la colonisation et vecteur de l'aspiration à la justice sociale sous l'Etat indépendant.

Aussi, il faudrait tenir compte des représentations pour interroger leur contenu afin de comprendre pourquoi, apparemment, une majorité de Maghrébins rejette la laïcité qui, à son point de vue, a une signification politique en rapport avec la période coloniale. Les Maghrébins ont en effet utilisé l'islam comme ressource politique pour préserver leur identité culturelle et se mobiliser pour obtenir l'indépendance ; le colonisateur, lui, a utilisé la laïcité comme arme idéologique. De cette rivalité qui a duré plusieurs décennies, le contenu sémantique du mot «laïcité» a changé. Le mot n'a pas la même signification en France et en Algérie. En France, il signifie libération de l'individu opprimé par le clergé ; en Algérie, il signifie négation de l'identité nationale. La laïcité a eu un contenu de libération sociale en France, mais pas au Maghreb où elle a été utilisée pour étouffer les aspirations nationales. Une enquête de terrain montrerait que le mot est honni; c'est même une insulte politique. Pour se dévaloriser, des adversaires politiques s'accusent de Laïhya. Chez les musulmans, lettrés en langue arabe, le mot «sécularisation» n'est pas traduit par Laïhya qui a une connotation hostile à l'islam. C'est le terme ilmanya qui est utilisé et dont la racine est alem (monde dans le sens de profane).

# Désenchantement du monde et symbolique religieuse

Nous vivons désormais dans un monde largement désenchanté, dans le sens wébérien, y compris dans les sociétés

musulmanes où la symbolique religieuse est fortement présente. Il y a des indices, des comportements dans la vie quotidienne qui montrent que la sécularisation - c'est-à-dire le reflux du sacré religieux au profit du profane - est bien plus avancée que ne le laissent croire les apparences. La sécularisation apparaît d'abord dans les représentations politiques des acteurs. Or s'il y a une représentation constitutive de la modernité, c'est bien celle qui explique la pauvreté et la misère comme le résultat d'une politique humaine et non comme l'expression de la volonté divine. Ce passage de la causalité divine à la causalité humaine est, pour Hannah Arendt, la source des révolutions et constitue désormais la trame autour de laquelle se sont tissés les systèmes politiques modernes. Or ce changement de causalité ne concerne pas uniquement les sociétés occidentales ; il a déjà touché les sociétés musulmanes dont les membres ne croient plus — comme par le passé — que la pauvreté est l'expression de la volonté divine. Ce qui favorise la contestation politique et intègre les masses dans le champ politique dont elles voudraient qu'il ne soit plus le monopole de quelques individus ou d'une caste.

Même si le discours de la contestation emprunte à la symbolique religieuse, l'enjeu des luttes demeure la dé-privatisation des pouvoirs publics et le contrôle des dirigeants. L'objectif du mouvement islamiste est de faire se rééquilibrer les relations gouvernants-gouvernés dans la mesure où une large majorité de la population ne se reconnaît pas dans ses dirigeants, considérés désormais comme illégitimes parce qu'ils ont échoué à tenir la promesse de l'emploi, du logement et de l'amélioration d'une manière générale des conditions de vie quotidienne. L'islam a été la ressource politique qu'utilise la société pour contraindre l'Etat à satisfaire les demandes sociales que le mouvement de libération nationale avait promis de réaliser. L'enjeu n'est pas religieux, il est éminemment politique, et la sécularisation est à l'œuvre et touche les fondements de la société sans que cela n'apparaisse dans le discours où les références à l'islam et à Dieu sont présentes.

De prime abord, la revendication du mouvement islamiste de la souveraineté divine apparaît en effet comme un recul par rapport au principe de la souveraineté nationale incarnée — plutôt monopolisée — par l'élite dirigeante issue du mouvement de libération nationale. En effet, la souveraineté nationale est une notion profane tandis que la souveraineté divine est religieuse. Mais s'arrêter au discours, c'est présupposer qu'il explique à lui seul la réalité. La revendication de la souveraineté divine est fondamentalement une demande de participation des masses populaires au champ de l'État d'où elles sont exclues. La souveraineté divine n'est une revendication populaire que parce que l'Etat est privatisé. Dieu appartenant à tous, le poser comme source du pouvoir correspond à l'aspiration d'articuler l'Etat à la communauté. Dieu condamne l'injustice, les inégalités, la corruption, etc., autant de reproches adressés aux dirigeants dont la population souhaite qu'ils rendent des comptes. Lorsqu'un administré est bafoué dans ses droits — ou ce qu'il croit être ses droits —, il proteste en invoquant Dieu, qui devient une référence discursive véhiculant une revendication de citoyenneté et de dignité face à une administration portée à l'arbitraire et à la corruption.

Cette attitude, à mettre aussi en relation avec le niveau de culture de la population en général, est significative de la mobilisation du sacré religieux à des fins temporelles et non à des fins célestes. Le sacré n'est pas invoqué pour une vie meilleure dans l'au-delà, mais au contraire pour défendre des intérêts collectifs ou individuels temporels, pour dé-légitimer l'ordre politique régnant, auquel il est reproché de ne pas se soucier du bien commun. Le sacré religieux est politisé pour constituer un champ politique où une Norme est posée au-dessus des dirigeants. Un ordre politique a besoin d'une référence ordonnatrice, et c'est parce que la Constitution ne joue pas ce rôle dans les pays musulmans que la contestation chez le petit peuple lui a trouvé un substitut : Dieu.